



## Déficit et entreprises publiques : La mise en garde du FMI à la Tunisie

Le Fonds monétaire international (FMI) appelle les autorités tunisiennes à prioriser les dépenses de santé et de protection sociale, tout en contrôlant la masse salariale, les subventions énergétiques mal ciblées et les transferts aux entreprises publiques. Sinon, le pays pourrait accuser un déficit budgétaire de plus de 9% du PIB.

Cet appel intervient à l'issue d'une mission à distance menée, du 9 au 18 décembre 2020 et du 4 au 13 janvier 2021, par une équipe du FMI, dans le cadre de la consultation de 2020 au titre de l'article IV avec la Tunisie.

Selon les estimations de l'Institution de Bretton Wood, le déficit budgétaire s'est creusé en 2020, pour atteindre 11,5% du PIB, notamment en raison de la baisse des recettes, d'une masse salariale plus élevée et des transferts supplémentaires aux entreprises publiques.

D'après Chris Geiregat qui conduisait l'équipe de cette mission, le FMI et les autorités tunisiennes ont convenu que le pays est actuellement confronté au double défi de sauver des vies et d'assurer les moyens de subsistance pour la population, jusqu'au fléchissement de la pandémie du Covid-19. Alors que les effets de cette pandémie commencent à diminuer, les services du FMI s'attendent à ce que la croissance du PIB rebondisse à 3,8% en 2021, mettant en garde contre les risques d'une baisse considérable autour de cette projection de base, compte tenu de l'incertitude quant à la durée et l'intensité de la pandémie et de la vaccination.

### **Nécessité d'engager un plan de réforme "crédible" pour réduire la dette publique**

Outre les défis liés à la pandémie, le FMI a mis l'accent sur l'impératif de réduire les déséquilibres budgétaires et extérieurs et d'engager un plan de réforme "crédible" et "clair" pour régler la question de la dette publique. Ce plan doit bénéficier d'un large consensus, insiste Chris Geiregat, soulignant qu'un tel "pacte social" est de nature à



couvrir la masse salariale de la fonction publique, “actuellement parmi les plus élevées au monde “.

Ce pacte pourrait apporter une réponse au rôle des entreprises publiques dans l'économie, faciliter la mise en œuvre des réformes de lutte contre la corruption et d'amélioration du climat des affaires, instaurer une équité fiscale et lutter contre le secteur informel.

Les services du FMI ont, en outre, encouragé les autorités tunisiennes à adopter un plan de réforme à moyen terme qui permet de classer les entreprises publiques selon leur viabilité financière, leur importance stratégique et la nature de leurs activités, outre à renforcer leur gouvernance et améliorer leur transparence.

Sur un autre volet, le Fonds a exhorté le gouvernement à éviter de recourir au financement interne, car il risque d'annuler les gains réalisés en termes de réduction de l'inflation, d'affaiblir le taux de change et les réserves en devises internationales et miner la stabilité financière.

” La politique monétaire devrait continuer à se concentrer sur l'inflation en orientant les taux directeurs, tout en préservant une flexibilité bilatérale du taux de change “, souligne Chris Geiregat, appelant la Banque centrale de Tunisie (BCT) à surveiller de près le secteur financier, face à la pandémie dont les impacts n'ont pas été observés.

**[Source : Web Manager Center](#)**